

SAVIS Dessus Dessous n°1

«Ils nous la racontent à l'envers. On se laisse pas faire.»



DOSSIER

- Les yeux du pouvoir - vidéosurveillance à Ixelles

ÇA SE PASSE ICI...

- Sévices sociaux
- Syndicat poil aux bras
- Chômage technique chez Vinci
- Maxi-rébellion Vs Maxi-prison

COUPS DE GUEULE

- Le crétin du mois
- Allo, maman bobo

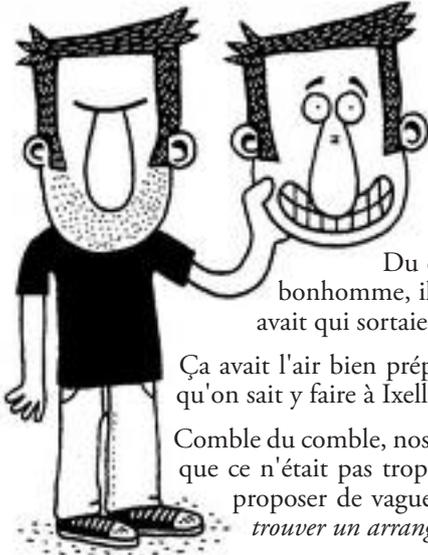
avril 2013

Un journal pour jouer les trouble-fêtes dans la cour des grands et retourner la tête aux idées toutes faites.

Un journal qui part d'Ixelles mais ne s'y arrête pas ; qui vise la rencontre dans un joyeux boxon.

Un journal pour bousculer les normes et tailler à coups de plume, à coups d'épée, les plans de ceux qui veulent nous maîtriser.

*Ils nous la racontent à l'envers.
On se laisse pas faire.*



Petit attroupement rue du viaduc par un matin enneigé... Tiens, tiens mais kessdonkess ?

Une maison anciennement abandonnée pendant plus de 30 ans et occupée « sans titre ni droit » (un squat quoi) depuis plusieurs années a été rendue à sa morbide vacuité par la flicaille le jour précédent. Quelques habitants et autres potos sont là pour récupérer leurs affaires. Ça se serre les coudes. Faut trouver des solutions de rechange pour parer au plus pressant, c'est qu'il y a des gens qui se retrouvent sans toit, ni pour eux ni pour leurs affaires.

Je m'arrête un petit coup. Ça laisse pas indifférent ces histoires là.

Du coup, j'apprends que tout a commencé par un voisin qui porte plainte. Il est pas honteux le bonhomme, il était sur le pas de sa porte au moment de l'expulsion. Je me dis qu'en d'autres temps il y en avait qui sortaient pas de chez eux dans de telles circonstances.

Ça avait l'air bien préparé. Des flics, un architecte, une personne de l'urbanisme et deux assistantes sociales. C'est qu'on sait y faire à Ixelles.

Comble du comble, nos très chères travailleuses sociales se seraient inquiétées du sort réservé aux occupants en espérant que ce n'était pas trop dur parce que quand même « elle était sympa votre maison ». Elles poussent le vice jusqu'à proposer de vagues pistes de relogement « vous savez les propriétaires ont plusieurs maisons peut-être qu'on peut trouver un arrangement ».

Pfff, souhaiter bonne chance et proposer tes services de relogement à des personnes qui en avaient justement un avant ton intervention, faut vraiment avoir un petit pois à la place du cerveau ou ne pas réaliser que ce n'est pas un numéro de dossier que t'as face à toi, mais des personnes en chair et en os (mais bon ça revient un peu au même, nan?)

Se blinder le coeur de cynisme ou de bonne conscience quand ton boulot tient sur le fait que des gens restent dans leur position d'assistés et ne se prennent jamais en main.

Les flics, eux au moins, avaient assumé leur sale boulot et leurs positions en les traitant de « vermine ». Ça a le mérite d'être clair.

CHÔMAGE TECHNIQUE CHEZ VINCI

Petit texte repris d'un encart collé sur tous les horodateurs d'Ixelles qui affichaient "hors-service" ce jour-là. Nous avons respecté l'orthographe originale.

AVIS AUX AUTOMOBILISTES

Communiqué d'agents verbalisateurs de Vinci Park Ixelles

Comme un collègue l'avait déjà témoigné dans un quotidien national en octobre dernier, on en prend plein la gueule. On est la cible d'une hostilité dans la rue qui prend différentes formes.

- des parcmètres sont régulièrement vandalisés (avec de la peinture, de la colle dans la fente pour la monnaie ou encore avec l'écran masqué, éclaté ou perforé à la perceuse)
- des attaques répétées ont lieu sur le local de notre agence 64, rue Lesbroussart (vitrine brisée, serrure collée, caméra de surveillance coupée, peinture sur la façade,...)
- on se fait aussi quotidiennement insultés et on est pris à partie dans la rue, quand on travaille.

Plutôt que de se plaindre d'insécurité comme certains, on a décidé de démissionner car on a pris conscience de ce à quoi nous participons et on comprend la haine qui s'exprime contre nous.

En effet, on est perçus comme des uniformes de plus qui quadrillent les rues des quartiers où les parcmètres s'ajoutent aux caméras de surveillance. En plus, on nous voit comme des flics sans armes, et donc plus vulnérables.

Nos uniformes sont noirs, d'autres sont gris, verts, rouges, violets ou bleus. Certains sont ceux d'entreprises, d'autres ceux de l'Etat ; nous, ce qu'on réalise, c'est qu'on sert tous les mêmes intérêts. Des contrôleurs de la STIB aux agents de prévention en passant par les vigiles en tout genre, notre fonction est de faire payer les pauvres et de contenir leur colère. On est de ces pauvres qui acceptent ce que le marché du travail leur propose : on est des « boucliers humains » des riches.

A Ixelles, chaque jour, par les parcmètres et les amendes, on vous a racketté des dizaines de milliers d'euros au profit de la multinationale Vinci. Malgré tout, on est toujours surpris par les moyens imaginés pour compliquer notre tâche. Parfois, c'est juste un chewing-gum dans la fente, du Tape sur l'écran, ou un peu de boue sur la plaque d'immatriculation.

On vous invite vraiment à continuer d'inventer comment perturber ce business.

Aujourd'hui, on balance nos uniformes, et on n'en acceptera pas d'autres !

Certains agents verbalisateurs de Vinci Park ont, quant à eux, décidé de poursuivre leur travail et de continuer à remplir leurs quotas d'amendes quotidiennes.

Alors, quand vous les croisez, continuez bien à leur dire ce que vous en pensez !

A MATONGÉ, LA POLICE S'EN PREND DANS LES DENTS.

Le nouveau commissariat de Matongé est entré en action avec quelques mois de retard. La cause: les policiers réclamaient une vitre blindée pour se protéger... mais elle ne semble pas si résistante que ça puisqu'elle a déjà été brisée peu après l'installation.

Le 7 février dernier, deux policiers de Matongé cherchent à contrôler un individu qui ne se laisse pas faire. Dans la bagarre, il blesse l'inspecteur à la lèvre et envoie son collègue au sol. Après ça, et malgré le gros déploiement policier, il réussit à prendre la fuite.

La police aurait-elle du mal à s'intégrer dans le quartier ?

Waow, parking gratuit, et des flics en moins, ça commence à être sympa ce quartier !!!





LES YEUX DE LA POLICE PROLIFÈRENT À IXELLES

Des petites boules blanches et noires qui poussent comme des champignons sur les façades et les poteaux... des ouvriers qui s'affairent à tirer des kilomètres de câbles sous les pavés et les trottoirs...

Ixelles est témoin d'un bien étrange spectacle ces dernières semaines.

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, levez un peu les yeux et vous verrez toutes les nouvelles caméras qui se sont installées récemment dans les rues, sur les places et les carrefours. Bien sûr, ce n'est pas une nouveauté. Des caméras, il y en avait déjà. C'est vrai, mais ça n'en reste pas moins un problème. Du moins pour nous.

D'où l'idée de ce dossier spécial consacré aux "yeux du contrôle", ce à quoi et ceux à qui ils servent, et aussi ce pourquoi on n'en veut pas. Et parce que cette technologie n'est qu'une des faces plus visibles de l'iceberg qu'est le contrôle, on parlera aussi de comment elle s'inscrit dans un ensemble pensé bien plus largement.

La zone de Police Bruxelles-Ixelles installe en ce moment 235 nouvelles caméras de surveillance. Cela vient s'ajouter à la centaine de caméras déjà présente sur la zone. Avec un budget de mise en fonctionnement de 8 millions d'euros, ça revient à quelque chose comme 34.000 euros par boule. Sur Ixelles, c'est 62 de ces 235 boules qui sont en train d'être posées.

Les autres communes autour de Bruxelles sont aussi dans la course : 127 caméras "intelligentes" pour Schaerbeek, Evere et Saint-Josse; 108 pour Anderlecht; 33 pour la zone Montgomery... De quoi parfaire le dispositif pré-existant.

Comme on le disait, les caméras de surveillance en tout genre, c'est pas vraiment une nouveauté. Ces 20 dernières années, leur présence s'est particulièrement intensifiée. Dans notre vie quotidienne, elles sont d'abord apparues principalement dans les supermarchés et autres magasins pour lutter contre le vol, puis se sont disséminées notamment dans les réseaux de transports en commun, ainsi que dans les alentours des bâtiments "importants". Aujourd'hui, on en trouve un peu partout dans les rues de la ville et dans pratiquement tous les petits commerces, les écoles et les entreprises. Certains particuliers en mettent même sur leurs façades de maison.

On peut donc se demander à QUOI elles servent -car elles ont bien une utilité-, et à QUI elles servent -car il y a apparemment certaines personnes plus motivées que d'autres à en installer.

Et comme leurs noms l'indique "vidéo-surveillance" ou "vidéo-protection", leurs rôles sont bien de surveiller/contrôler et de protéger. De dissuader aussi. Mais à qui profite le contrôle et qui le subit?

OPÉRATION "GRAND NETTOYAGE!"

Ça fait déjà un moment que l'objectif affiché par les politiciens – tous partis réunis – est de donner à Bruxelles une allure de capitale européenne digne de ce nom. Une capitale sécurisée et apaisée où il fait bon vivre et qui soit attrayante (pour ceux qui en ont les moyens).

Le problème -pour eux-, c'est que Bruxelles, n'a pas encore tout à fait cette image de ville propre, lisse et pacifiée avec ses attraits touristiques et ses lieux de loisirs branchés. La cause principale: les pauvres qui, bien qu'étant une main d'oeuvre nécessaire pour faire tourner l'économie, font toujours un peu tâche dans le décor aseptisé tant souhaité.

Les différentes pratiques de débrouille que chaque personne met en place pour bouffer, se loger, survivre; au même titre que les tensions qui s'expriment un peu partout dans les rues de la ville et parfois contre les symboles de l'autorité ternissent cette image. Quand des personnes n'en peuvent plus de leurs vies de misère et pètent des câbles ou cherchent d'autres chemins, ça fait aussi peur à l'Etat et au capitalisme.

Peur qu'au sein de la population, la croyance en l'Etat s'effrite, que sa légitimité s'effondre et que des personnes commencent à s'organiser par elles-mêmes. Alors, il se protège.

Dans la rue, les tensions ne prennent pas toujours des formes dont il est facile de se sentir proche et certaines peuvent même être problématiques. Un flic qui se fait insulter ne signifie pas la même chose qu'une fille, considérée comme un bout de viande, qui se fait siffler en rue. Mais ce qui est sûr, c'est que l'Etat veut se placer en arbitre, juge ou médiateur de tout ce qui a lieu sur son territoire et ainsi espérer que plus rien ne se passe qui ne soit sous son contrôle.

Si nous ne voulons plus du contrôle de l'Etat et du capitalisme sur nos vies, c'est que nous voulons les reprendre en main, nos vies. Ça signifie aussi de tenter de résoudre les conflits qui nous concernent nous-mêmes. Et puis des conflits il y en aura toujours. Même si ceux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont en grande partie conditionnés par la société dans laquelle nous vivons.

Par un contrôle de plus en plus poussé, la tentative est de faire tenir ensemble -et de force- des choses contradictoires comme la recherche de paix sociale dans un monde basé sur l'exploitation et la domination de quelques uns sur les autres.

Dans ce projet d'empêcher au maximum que tout ce qui pourrait nuire à la belle image de Bruxelles ne s'exprime, Ixelles ne déroge pas à la règle.

Entre son quartier européen, son quartier plutôt populaire et son quartier étudiant, il y a un enjeu tout particulier à ce que la cohabitation se passe au mieux. Et, à défaut, faire fuir ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas rentrer dans le rang.

La volonté y est de jongler, en permanence, entre la mise en place des dispositifs de contrôle pour nettoyer le quartier de ses quelques tâches et à la fois entretenir l'image d'une commune où il fait bon vivre, conviviale et agréable. Ça se passe donc un peu plus en douceur qu'ailleurs pour ne pas choquer la population et même, si possible, la faire collaborer mais le fond reste bien le même.



Vite fait, bien fait

Montréal (Canada) - Dans la nuit du 26 février, un extincteur rempli de peinture a été utilisé afin de projeter de la peinture sur une caméra de sécurité. Dans la nuit du 3 mars, une caméra de sécurité est brisée par un bloc de béton balancé depuis le toit.

Gennevilliers (France) - Des policiers ont été pris à partie par une quarantaine de personnes lors de l'interpellation de deux mineurs qui sciaient deux mas supportant des caméras de vidéo-protection. Cinq policiers ont été légèrement blessés lors de l'interpellation.

À quelques kilomètres de là, à Epinay-sur-Seine, c'est à la scie électrique que 4 pylônes supportant des caméras de vidéosurveillance ont été successivement coupés. Bilan: 78 000 euros de dégâts. La ville a du reconstruire des poteaux en béton et acier de 80cm de diamètre...

Berlin (Allemagne) - "Camover" - Des personnes opposées à l'installation de caméras de surveillance ont lancé un petit jeu. Un véritable concours de destruction où celui qui vandalise le plus de caméras installées dans des lieux publics l'emporte.

Dans une vidéo postée sur internet, ils donnent quelques exemples des possibilités... Ils arrachent par exemple les caméras urbaines avec des cordes et rendent inutilisables celles du métro avec des bombes de peinture ou des pieds de biches.

La vidéo est visible à cette adresse: camover.noblogs.org



QUELQUES OUTILS DU CONTRÔLE

Par contrôle, nous entendons ici le fait d'empêcher que quelque chose ne se produise (préventif) ou ne se reproduise (répressif). Cela signifie aussi : avoir sous sa domination, sous sa surveillance.

Les formes que peuvent prendre ce contrôle sont tout à fait différentes suivant ses acteurs et la question ne se limite pas à l'emprise de l'Etat sur "ses sujets" ou du capitalisme sur "sa force de travail et ses consommateurs". Par exemple, la famille, la morale, la religion ou la communauté peuvent exercer du contrôle sur des personnes. On aura sûrement l'occasion d'en parler dans d'autres numéros.

Ici, on va plutôt aborder la question sous l'angle des "faits et gestes punis par la loi" car les caméras de surveillance visent -de fait- plutôt ce domaine.

Pour protéger leurs intérêts (politiques, économiques) les Etats et les puissants de ce monde ont tout un arsenal à leur disposition.

Là où les Etats dictatoriaux usent principalement du bâton et ce, de façon plus ou moins grossière, les Etats démocratiques, avec plus de finesse, savent aussi manier la carotte. Un subtil mélange de prévention et de répression, d'avantages et de menaces, mais aussi de participation citoyenne à ce grand et beau projet...

Le but étant le même: permettre à ceux qui en ont les moyens de vivre bien et faire rentrer dans le rang de gré ou de force tous les autres (à condition qu'ils rejoignent l'idéal du "citoyen civilisé").

- Les uniformes

En tout genre et de toutes les couleurs, ils se multiplient dans les rues et se répartissent, suivant leurs fonctions, la partie répressive et la partie préventive du contrôle (parfois les deux).

Agents de parkings de la société Vinci, contrôleurs de la STIB, agents de sécurité privés ou flics, chacun a son rôle à jouer. Pendant ce temps, les agents administratifs de la commune s'occupent -la plupart du temps en civil- de distribuer les amendes administratives qui élargissent, quant à elles, les possibilités de taper là où ça fait mal : au

“*Par un contrôle de plus en plus poussé, la tentative est de faire tenir ensemble -et de force- des choses contradictoires comme la recherche de paix sociale dans un monde basé sur l'exploitation et la domination de quelques uns sur les autres.*”

portefeuille. Les gardiens de la paix violets, flics de quartier bleus et autres gardiens de parcs verts, en plus d'une présence visible et dissuasive, sont là en permanence pour rappeler à l'ordre et faire intégrer les règles de bienséance. De plus, ils s'occupent de collecter toutes sortes d'informations qu'ils balancent avec plaisir le moment venu.

-Les technologies

En parallèle à ces humains chargés de rendre effectif le contrôle, il y a tout un tas de machines pour leur faciliter la tâche (les portiques dans les stations de métro ou les parcmètres par exemple). Les caméras font -quant à elles- partie d'un dispositif plus large qui cherche à identifier et surveiller en permanence chaque individu et à le tracer au plus près. Tout comme les puces électroniques des cartes en tout genre qui accompagnent chaque moment de nos vies et qui sont comme des petits cailloux que l'on laisse derrière nous, gardant une trace de nos actions et passages (téléphone portable, carte bancaire, carte MOBIB, carte d'identité,...) Et puis, on pourrait aussi parler de la biométrie, des puces RFID et de bien d'autres nouvelles inventions; la liste est longue et certaines personnes ne manquent pas d'inventivité (et de budget) pour la rallonger!

-Les services sociaux.

L'intention n'est pas ici de faire une analyse complète du rôle de ces services, mais bien de montrer la fonction qu'ils peuvent avoir en tant qu'outils de contrôle.

Educateurs de rues, assistants sociaux, médiateurs de dettes... La gestion de la misère, c'est leur affaire!

Intégrés aux "Contrats de Sécurité et de Prévention" (à côté des services de police, des associatifs, des contrats de quartier, des écoles et des habitants,...), ils sont des sortes de soupapes

L'Etat construit des nouvelles prisons

Puisque la prison reste à ce jour une menace de choix pour faire baisser les têtes, elle a un rôle clé dans le dispositif de contrôle. Comme ultime punition, mais aussi par son rôle dissuasif.

L'Etat belge a jugé nécessaire d'en construire 13 nouvelles dont certains chantiers sont déjà en cours.

de sécurité qui permettent d'éviter un trop grand mécontentement ainsi que des informateurs de première main.

Puisque l'aide sociale ne s'octroie jamais sans contrepartie, (la fameuse ritournelle des droits et des devoirs) les services qui s'en font le relais exercent toujours deux fonctions en parallèle.

D'un côté, assurer une certaine prise en charge des pauvres par les différentes

institutions, leur permettre une forme de survie sous la protection de l'Etat qui se place comme sauveur des situations désespérées et évite ainsi les risques liés au "je n'ai plus rien à perdre"-

De l'autre côté, fichier et contrôler pour rendre ces situations désagréables et prévenir d'éventuelles "sorties de route". Ainsi, au chômage ou au CPAS, chaque personne doit montrer patte blanche et accepter l'oeil de l'Etat sur sa vie, sa famille ou son compte en banque -et, à défaut, s'inventer des histoires crédibles, preuves à l'appui. Lorsque les contrôleurs débarquent pour une visite domiciliaire, mieux vaut ne pas avoir une brosse à dent de trop dans la salle de bain si l'on ne veut pas passer sa vie à rembourser la petite fraude de survie ainsi découverte.

-L'urbanisme

Couplé à tout le reste, le réaménagement des quartiers, des bâtiments et des rues joue un rôle clé dans le contrôle. Et ça a même un joli nom : la "prévention situationnelle" ou "sécurité passive". Le concept est simple: "modifier l'environnement urbain pour générer un contrôle social naturel". En résumé, ne laisser aucun espace où se cacher des yeux du contrôle – où en tout cas entretenir ce sentiment. Les zones de pénombre sont largement éclairées et les possibles lieux de planque sont remodelés: les haies coupées à ras, du mobilier urbain transparent et des grands espaces vides d'arbres (la place Flagey en est un bon exemple). Tout comme dans les prisons ou cela est expérimenté depuis longtemps, les yeux du contrôle doivent

pouvoir tout voir et quand bien même ce ne serait pas le cas, c'est la sensation d'être possiblement vu -et le malaise qui va avec- qui est recherchée.

En parallèle, les contrats de quartier cherchent à apporter la caution démocratique et citoyenne à ces modifications urbanistiques en jouant la carte du soi-disant "mieux vivre ensemble".

-La participation citoyenne

Un autre aspect -et pas des moindres-, c'est le "contrôle citoyen". Avec un potentiel de diffusion et donc d'efficacité redoutable, il est l'objectif affiché de nombreuses campagnes étatiques et communales à gros budget. Il permet de responsabiliser chaque habitant en lui donnant un rôle dans l'intégration collective des règles et le maintien de l'ordre. Pour cela, il faut créer ou renforcer l'impression pour le citoyen d'être acteur de la vie de la cité.

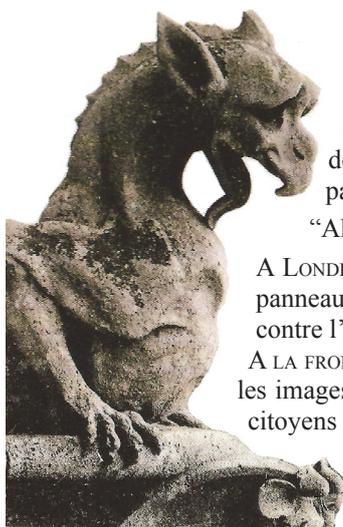
Le vote, par exemple, fait miroiter une participation et un pouvoir de décision pour chaque électeur. Chacun est ainsi rendu responsable -d'une certaine façon- des dysfonctionnements du système comme de sa possible amélioration. On en revient à devoir gérer la merde que ce monde a créée.

C'est alors qu'on devient nos propres flics en nous imposant à nous-mêmes les règles décidées par les autorités et basées sur la culpabilité et la mauvaise conscience pour le soi-disant "bien commun". L'étape logique qui suit, c'est de faire intégrer à ceux qui nous entourent les mêmes règles absurdes que celles que l'on s'impose à nous-mêmes.

Hé bien oui, si l'on s'y plie, pas de raison d'être seul à le faire...

Dans la pratique cela revient principalement à prendre le rôle du citoyen-flic. Un rôle de moralisateur ou de balance de service. Comme une sorte de police de proximité à l'extrême.

Ainsi, dans nos quartiers, les yeux du voisin ou du passant deviennent des mouchards potentiels quand ils se sentent investis de leur divine "mission citoyenne". Quand ils cherchent à faire régner l'ordre dans le quartier en prévenant les flics pour un "rassemblement suspect", pour un dépôt de sacs poubelles au mauvais moment, au mauvais endroit ou encore pour un collage d'affiche sur un panneau de publicité.



La délation

"Reconnaissez vous cet homme?" EN BELGIQUE, les journaux télévisés ou papiers se font le relais de la police et appellent chaque citoyen honnête à venir en aide à l'enquête. Basé sur les images prises par la vidéo-surveillance, chacun est appelé à participer au grand jeu punitif.

"Ah tiens mais c'est mon voisin là, qui braque la banque! Il a qu'à aller bosser... Tant pis pour lui!"

A LONDRES, après les émeutes d'août 2011, des gigantesques portraits étaient affichés dans la rue, sur des panneaux publicitaires ou diffusés en boucle à la télévision pour appeler à la grande cohésion nationale contre l'ennemi intérieur.

A LA FRONTIÈRE ENTRE LE MEXIQUE ET LES ETATS-UNIS, le vice est poussé encore un peu plus loin. Sur internet, les images de caméras placées tout au long de la frontière sont diffusées en continu et un appel est fait aux citoyens pour observer en temps réel ce qui s'y passe. Un mexicain qui essaye de franchir la ligne et hop, je préviens la police qu'elle intervienne pour le capturer. Avec un peu de chance, je pourrai même assister à la traque en direct! Et dans certains cas, j'aurai même droit à une petite récompense qui viendra arrondir mes fins de mois...

DEUX ASPECTS INDISSOCIABLES DU CONTRÔLE :

LE RÉEL ET L'IMAGINAIRE.

Le contrôle c'est donc des outils -humains et matériels- qui ont pour but d'être les plus efficaces possibles et qui, dans cette optique, se diversifient et se perfectionnent de jour en jour. Mais, le contrôle, c'est aussi -et surtout- le fait de faire croire que ces outils sont infaillibles quand ils ne le sont en réalité jamais complètement. Les caméras dans les supermarchés tout comme les antivols ou les vigiles ne parviennent jamais à empêcher totalement le vol à l'étalage.

Mais le but est de faire peur, préventivement. Pour que rien ne se passe... La gestion des populations par les Etats repose en grande partie sur ce sentiment. Que ce soit la peur de la répression mais aussi, plus finement, la peur de ne pas savoir survivre sans ce même Etat et les miettes qu'il nous octroie. Rien de bien nouveau. Et pour empêcher que quelqu'un ne commette un délit, il suffit parfois de lui faire croire que, s'il ne se résigne pas, alors il ne pourra s'en tirer sans en payer les conséquences, à savoir l'amende ou les barreaux comme horizon.

Les fausses caméras (comme les panneaux annonçant leur présence) jouent déjà un rôle dissuasif par leur simple visibilité, tout comme le fait d'annoncer que les produits d'un magasin sont protégés contre le vol, que ce soit réel ou non. De nombreux commerçants affichent sur leurs vitrines être protégés par le système de vidéosurveillance et d'intervention "télépolice"... pourtant, il est débranché et donc hors d'usage depuis plus d'un an sur toute la zone de police Bruxelles-Ixelles! De même, le fait de savoir que des flics en civil se promènent dans les rues, couplé au concept des "voisins vigilants", (censés garder un oeil sur ce qui se passe de "louche" autour de chez eux), crée une atmosphère de méfiance et de suspicion généralisée. Une impression d'être vus et indentifiés dans tous nos faits et gestes et donc possiblement réprimés si ceux-ci, quels qu'ils soient, sortent du "cadre".

Cela a pour effet de forcer au maximum à l'auto-contrôle de chaque individu, d'écarter les possibilités de révolte contre l'autorité et va jusqu'à effacer cette perspective des esprits. De plus, cela limite le travail répressif qui est parfois un peu plus visiblement choquant (mais qui restera cependant toujours nécessaire pour entretenir la crainte).

ET LES CAMÉRAS DANS TOUT ÇA?

Sur Ixelles, c'est donc 62 nouvelles caméras de police qui viennent s'ajouter à celles déjà présentes auparavant sur la commune.

Les caméras sont imposées aux locataires et propriétaires des bâtiments lorsqu'elles sont installées sur les façades, tout comme les lampadaires ou les cables. Elles peuvent aussi être installées sur de hauts poteaux.

Contrôle de la mobilité, maintien de l'ordre public, lutte contre la criminalité, protection et surveillance spéciales... les objectifs officiels annoncés pour ce nouveau plan d'installation sont clairs: que tout roule et surtout que rien ne se passe.

Mais si ces nouvelles caméras -comme tous les autres outils de contrôle- nous posent problème c'est justement qu'elles ont pour fonction de protéger une société qui ne nous convient pas et de surveiller tous ceux qui ne s'y retrouvent pas. Soit parce qu'ils n'y ont pas de place, soit parce qu'ils ne veulent pas en avoir une.

Pourquoi maintenant?

De tous temps, les puissants ont cherché à conserver leur autorité et ont mis en place différents moyens techniques et humains pour y parvenir: ceux qui correspondaient à leur époque. Si les technologies de surveillance se développent ces temps ci, ce n'est pas spécialement dû à une dérive sécuritaire de l'Etat et du capitalisme mais plutôt que ce réel

“

*Deux caméras ont déjà été détruites.
Ils les ont lapidées avant même qu'elles
aient été mises en marche. Il va falloir
tout changer.*

des ouvriers sans scrupule installant les caméras à Ixelles ”

Etterbeek - A la fin du mois de janvier, plusieurs caméras de vidéosurveillance ont été recouvertes de peinture sur un quai de la station de métro Mérode, à deux pas du Cinquante-naire. Les boules 360° sont restées hors service quelques jours.

Sartrouville (France) - Les équipements de vidéosurveillance sont régulièrement attaqués. Outre l'usage d'armes à feu, la destruction des poteaux, les dégradations des armoires ou les jets de projectiles, ceux-ci subissent parfois l'assaut de voitures incendiées.



caractère sécuritaire fait partie intégrante de ce système. Ce n'est pas nouveau que les puissants cherchent à se protéger de ne plus l'être.

Avec ces nouvelles caméras, l'Etat protège ses intérêts et ceux des plus privilégiés. (Et l'Etat n'est pas un fantôme, il s'incarne dans des personnes qui étrangement se retrouvent souvent parmi les plus riches...)

Par le progrès technologique et les perfectionnements qu'il permet, c'est une efficacité supérieure de protection qui est constamment recherchée.

Mais, il ne faut pas s'y tromper, la mise en place d'un nouvel outil ne viendra jamais remplacer le reste, il s'ajoutera simplement au dispositif préexistant.

Dans le même temps, les prix deviennent également plus abordables aujourd'hui qu'il y a 20 ans pour imaginer truffier les villes de caméras et, à Ixelles, la présence d'un important réseau de fibre optique souterrain permet d'imaginer pouvoir y greffer les caméras sans trop de soucis.

Mais, si les dispositifs de contrôle ne sont pas une nouveauté, ils sont tout de même en plein développement. Le marché de la sécurité est même le plus porteur économiquement et amasse des milliards d'euros de bénéfice en cette période de soi-disant crise...(ça dépend pour qui apparemment!)

On peut supposer que les conditions de misère dans lesquelles se retrouve de plus en plus de monde et les possibles explosions sociales qui pourraient arriver ne sont pas pour rien dans ces installations.

Ces caméras ont tout de même des particularités.

Sur Ixelles, les images filmées par ces boules qui peuvent tourner à 360° sont envoyées en temps réel au dispatching central de la police ainsi que dans le commissariat le plus proche. Dans chacun de ces lieux, des flics passent leur temps à épier les faits et gestes des passants, à zoomer sur tel ou tel comportement louche et, si besoin, à envoyer une patrouille.

De plus, les images sont enregistrées et peuvent être visionnées après coup par la police pour être utilisées contre une personne dans le cadre d'une enquête.

Ça, c'est la théorie.

Dans la pratique, les flics qui observent les caméras sont des êtres humains (malgré tout ce qu'on en pense) devant des dizaines d'écrans pendant plusieurs heures et ne peuvent évidemment pas tout voir.

Sans parler du fait que, si les caméras boules peuvent tourner à 360°, cela ne signifie pas qu'elles filment en permanence les 360°.

Et puis, pour que la police interpelle quelqu'un, encore faut-il qu'une fois prévenue, la patrouille ait la possibilité d'intervenir avant que le suspect ne se soit volatilisé.

Bref, la plupart du temps, c'est pour l'enquête que les images sont utilisées. Mais, là encore, c'est loin d'être infaillible. Si la caméra a réussi à prendre des images du bon lieu au bon moment, il n'est pas dit qu'elle permette d'identifier formellement la personne, d'autant plus si elle a pris soin de ne pas être reconnaissable.

De toute façon, qu'elles soient réellement efficaces ou pas, là n'est pas vraiment la question. Car leur efficacité ne changerait rien à ce qu'on en pense.

Les caméras nous fliquent et c'est ça le problème.

Le simple fait que ces boules soient des yeux directs de la police sur nos déplacements, nos faits et gestes nous pose problème. Qui n'a jamais ressenti cette sensation désagréable d'avoir un flic derrière son dos. A pied, à vélo où en voiture, il y a toujours un moment où l'on va possiblement faire un pas de travers qui nous vaudra au moins une remontrance. A de nombreux moments de nos vies, nous sommes amenés à faire des choses qui sont possiblement répréhensibles soit par inadvertance, par nécessité ou par révolte.

Ce qu'il faut se dire, c'est que ces caméras sont comme des flics en permanence au-dessus de nos têtes avec le côté vicieux qu'on pourrait presque les oublier... jusqu'au rappel à l'ordre.

Bien que des moyens existent encore pour se faufiler parmi les outils de contrôle et que les caméras restent attaquables, elles représentent un potentiel pouvoir énorme pour ceux qui les gèrent. Couplé au reste du dispositif, la vidéosurveillance est

La vie privée, parlons-en...

« Ne vous inquiétez pas, nous porterons une attention toute particulière au respect de la vie privée. » Une coquille vide et nous voilà rassurés. En effet, les caméras sont censées flouter l'image lorsque leur objectif balaie les fenêtres des maisons.



Voilà, une vision bien étroite de ce que serait la vie privée. Selon le pouvoir, celle-ci s'arrêterait donc à l'espace de l'habitat. Le reste de nos vies est dès lors « d'ordre public » vu que ça se passe dans la rue. L'Etat a donc bien le droit de garder un oeil là-dessus, partout, en permanence.

D'ailleurs, si ce n'est pas dérangeant pour ceux qui n'ont « rien à se reprocher » et que ça permet de réprimer les autres (encore une fois, nous insisterons sur le fait que c'est l'Etat qui décide de qui rentre dans quelle case et que souvent la frontière entre les deux est plutôt poreuse), franchement, il reste qui pour se plaindre ?

« Je n'ai rien à me reprocher, c'est pour ça que ça ne me dérange pas d'être filmé en rue ». Mais à la maison alors, c'est quoi le problème ? Ça pourrait même être utile pour certaines affaires de mœurs. Alors, pourquoi ne pas accepter les caméras de l'Etat dans nos maisons, si on les accepte dans la rue ? Ne serait-ce qu'une question de temps ? Le temps d'habituer les mentalités ?

Nous voyons bien que le refus des caméras se joue aussi ailleurs. Dans le bon sens peut-être, dans le simple fait de ne pas aimer être observé. Dans un certain goût pour la possibilité d'agir à l'abri du regard d'autrui. Ou encore dans le fait de ne pas laisser une telle puissance entre les mains d'une quelconque institution...

une sorte d'outil totalitaire qui laisse bien trop de possibilités de contrôle sur nos vies.

Et cela n'est pas pour dire que son utilisation pourrait être dangereuse dans un futur plus ou moins proche mais qu'elle est DEJA inacceptable!

Sur simple base d'images photo ou vidéo, certaines personnes ont déjà reçu, après coup, dans leur boîte aux lettres des amendes administratives pour manifestation illégale par exemple. Une façon de plus pour l'Etat d'isoler face à la répression.

Pas besoin de se rapporter au fascisme nazi pour voir qu'on détourne bien trop souvent les yeux avec cette sensation d'impuissance et par peur des conséquences. C'est le cas devant les rafles de sans-papiers dans les quartiers ou les transports. Quand une famille est mise à la rue pour loyers impayés. Lors des opérations "coup de poings" dans les rues d'Ixelles. Ou encore, plus subtilement, chaque jour lorsqu'on est témoin d'un événement qui nous révolte.

En plus d'empêcher l'expression de nos solidarités, les caméras participent d'une ambiance où l'on se flique les uns les autres.

On veut décider de comment nous voulons vivre. Et ces caméras nous en empêchent.

A Ixelles comme ailleurs, si cette société se protège, c'est bien qu'elle a peur.

Peur de voir se fissurer les fondations sur lesquelles elle est construite à savoir le règne de la croissance capitaliste et du pouvoir autoritaire qui ne profite qu'à quelques uns et se base sur l'exploitation des autres.

Que les contradictions et les tensions qui existent déjà ne s'expriment un peu plus ouvertement et prennent des formes inattendues et irrécupérables.

Peur que les actes quotidiens d'insoumissions, individuels et collectifs, ne se répandent, poussés par des besoins ou des désirs de liberté.

Que les taches fassent tache d'huile et ne deviennent incontrôlables.

Peur que les personnes décident enfin par et pour elles mêmes de ce qui les concerne et ne s'en remettent plus à l'Etat.

Peur enfin, qu'une remise en question profonde de ce système inégalitaire ne vienne perturber leurs plans d'une ville et d'un monde po-lissé et pacifié... mais faut pas s'y fier!

S'ils cherchent à contenir cette possible explosion sociale, il faut bien qu'ils sachent que: "Jamais par le contrôle, ils n'obtiendront la paix!"



Marseille (France) - Un long tube d'acier creux garni d'une corde à nœud coulant qui entoure, 6 mètres plus haut, une couteuse caméra de vidéo-surveillance municipale. Ceux qui manipulent le tube, des troubadours de carnaval portant des masques rigolos, tirent ensemble sur la corde jusqu'à ce que la caméra cède. Un peu d'alcool, une allumette, Big Brother vient de perdre un œil.

Samedi après-midi, lors d'un charivari sur le secteur, sept caméras de vidéo-surveillance ont été endommagées. Une banderole opaque dressée par des complices a servi pour camoufler les actions aux caméras, celle des médias comme celles de vidéosurveillance.

Ces dernières ayant été pour la plupart préalablement coiffées de sacs opaques toujours avec la technique du tube d'acier, les images des militants sont rares. « On y voit des types masqués qui cassent nos caméras » résume un policier. « Ils ont bien fait le boulot. » On y voit aussi ces mêmes troubadours danser autour d'un pylône pour mieux masquer ceux qui, accroupis, coupent les câbles de transmission d'image (puis coulent du béton dessus).

Quant à la capacité de réaction en temps réel que sont censées donner ces caméras à la police, tant vantée par les autorités, les troubadours en rigolent encore. Lorsque les premiers policiers, à Noailles, arrivaient pour disperser la sauterie, tous nos joyeux ambulants jetaient leur matériel en un tas qu'ils embrasaient d'un coup, avant de se disperser cachés par un écran de fumée.



Je n'ai rien à me reprocher

-Jean much much- n'a rien à se reprocher.

Il n'en a rien à péter d'être filmé en permanence

car, en permanence, en témoignent sa gueule et son portefeuille, il est plutôt facile de s'accommoder de ce monde quand on est blanc et friqué. Il a une « bonne situation » et il est fier d'être un gagnant. Il regrette seulement que les caméras ne viennent pas régler tous ses problèmes, par exemple la personne qui a fracturé sa bagnole la semaine dernière portait une cagoule... pas de coupable ! Jean much much, lui au moins, il a une voiture alors que Martine...

-Martine- a du mal à joindre les deux bouts et elle est contente de n'avoir rien à se reprocher. Dans d'autres circonstances on appellerait Martine le dindon de la farce. Elle a bien intégré la notion de civisme chère à cette société qui fait croire aux pauvres que respecter la société est un honneur.. Martine se résigne à sa misère mais, bravo à elle, elle garde la tête haute !

-Le bienheureux, tout comme le fritier de Flagey Augustin- n'ont rien à se reprocher, ils pensent qu'il est possible de mener leurs petits projets à bien sous l'oeil des caméras. Pour le bienheureux, l'important c'est surtout d'être libre dans sa tête (comme si la liberté n'était pas liée à l'environnement), pour le fritier parce

qu'il y a pas de mal à être commerçant ! Bah voyons...!!

Devant tant d'évidence :

C'est l'Etat qui décide, souvent en dépit du bon sens, de ce qui est répréhensible. Dire « Je n'ai rien à me reprocher » quand t'es un pauvre ça parle plus de soumission que d'honneur.

S'enorgueillir d'un « je n'ai rien à me reprocher », par rapport aux caméras ne parle encore que de ton comportement dans la rue vis à vis des règles imposées par l'Etat et pas de tes rapports avec les gens ou dans ta maison.

Accepter les caméras, en affirmant « je n'ai rien à me reprocher » c'est balancer dans la gueule de l'Etat tous ceux qui font un pas de côté.

ALLO, MAMAN BOBO

Depuis quelques mois, quand on longe la rue Gray on est témoin d'un sacré tour de passe-passe. La commune d'Ixelles, dans le cadre du contrat de quartier « Sceptre », fait appel aux artistes pour décorer les grilles qui nous entourent... qui nous encadrent. Pour les rendre jolies, esthétiques et à la fois leur donner un aspect naturel. Naturellement classe !

Entre les deux ponts on peut lire «RESPIRE» tressé en branche d'osier ! Incroyable !

Et oui, là où tout nous étouffe, des artistes bobos, à l'aide de subventions, arrivent à concilier l'inconciliable.

Respirer? Mais quoi donc à part la merde ambiante ?

Entre les grilles, les pots d'échappement, les usines, les buildings et les uniformes quel est mon espace pour respirer ?

Moi, je manque d'air.

Peut être qu'ils veulent nous faire croire que repeindre la ville en vert, ça la fera sentir meilleur, ou qu'on s'y sentira mieux.

Ces personnes ont perdu toute notion de bon sens : pour eux une grille est un territoire artistique à conquérir. Alors qu'une grille reste une grille. On peut bien essayer de la cacher mais elle reste là à remplir sa fonction. Comme celles d'une cage. Une grille ça ne s'embellit pas : ça se détruit.

Pour transformer le quartier nord d'Ixelles en « zone urbaine branchée », la commune le nettoie au karcher artistique en même temps que sa police installe des caméras. Les artistes, ceux-là même, non seulement convaincus qu'il font un pas en avant pour le bien-être de leurs con-citoyens, continuent à sévir dans le quartier et nous chient de la culture officielle un peu partout. Par exemple, plus loin vers la place Flagey, il est écrit (toujours sur une grille) « Au fil de votre imaginaire » Comment peut on écrire ça sur des barreaux ? Sur un fameux symbole de l'enfermement. Quelle bande de cinglés !

Y a bien que des bobos qui peuvent trouver que les conditions sont réunies pour que l'air soit respirable et nos imaginaires colorés. Ils doivent se l'inventer autour d'un petit ballon de rouge dans un petit café populaire, vous savez, là où il n'y a plus un pauvre.

Quel message nous passeront-ils la prochaine fois ? La vie est douce ?

VA PAS FALLOIR NOUS BEURRER LES LUNETTES TROP LONGTEMPS !



Gel des salaires, restructuration, flexibilité et allongement du temps de travail, délocalisation, travail à distance, licenciements, horaires flottants, contrats précaires, service minimum, remise au travail forcée, astreinte, baisse des allocs, salaire minimum bloqué, 3/8, heures supplémentaires, déficit public, dette.... Ca sent l'sapin !

Heureusement, pour nous, les syndicats avaient prévu des journées de mobilisation exceptionnelle le 21 février et les 14 mars ! Youpi on s'enfile nos chasubles et des canettes de bières

Ça fait cinq ans qu'on entend le mot crise tous les jours. C'est une sorte de préoccupation générale vis à vis du système économique.

En même temps, on se rend compte que les riches sont toujours plus riches et que les pauvres pullulent.

T'as de moins en moins à bouffer dans ton assiette, tes comptes sont serrés. Ça devient compliqué de payer ton loyer. Tu lis dans les journaux que le motif de tes galères c'est simplement cette bonne vieille crise et que c'est pas prêt de s'arrêter. Eh oué, c'est un peu mystique, comme si ça tombait du ciel. Alors que certains s'en foutent plein les poches, on te fait sentir que c'est une fatalité.

Ils essayent de nous expliquer qu'on est tous responsable de la santé du capital. On devrait prendre soin des comptes en banque des patrons et de l'Etat comme du nôtre.

Pour mieux nous faire gober ça, nous sommes tous et toutes conviés à la grande concertation sociale qui apparaît à chaque fois qu'ils veulent nous mettre un nouveau coup dans la gueule.

Une concertation sociale pour que tout ne parte pas en vrille.

Comme si une fois concerté, on pouvait accepter le sort qu'ils nous préparent. Parfois les syndicats, en invoquant l'exigence sociale arrivent à ordonner la table des négociations (histoire qu'on nous mange pas tout cru sans en avoir discuté), à d'autres moments, les syndicats y sont cordialement invités par les patrons, pour représenter les intérêts de ceux qui triment. Ils décident tous ensemble de comment ils vont nous traiter. Autant dire que les syndicats participent à nous sucer la moëlle autant que les autres...

Mais merde ! Qu'est ce qu'il y a à négocier ???

Pour faire bonne figure ou... pour ne pas perdre la face devant leurs affiliés, il est de bon ton pour les syndicats d'appeler à la grève voir à la grève générale, pour mettre un petit coup de pression aux patrons et à l'Etat sans pour autant rompre le dialogue ; mais aussi pour donner l'impression à leur « base » que chacun peut se mettre en branle. Les délégués syndicaux déplacent le « curseur de la radicalité » un peu comme ils veulent : ils utilisent la rage réelle comme un déguisement qu'on peut endosser ou pas.

On nous rabâche les oreilles à grands coup d'actions chocs et de grandes mobilisations du monde des travailleurs. La petite blague c'est que bien souvent, les décideurs syndicaux se rétractent et transforment la grève en « journée d'action nationale » sous prétexte que fermer les usines aggraverait la crise ! Ils sont alors fiers de leurs « travailleurs volontaires » qui continuent à nourrir la machine. Dans leur plan, on peut continuer à bosser et en même temps se faire entendre. Ils utilisent des formes convenues de contestation (grèves, manifs...), mais les rabotent à souhait. Lorsqu'ils décident de couvrir ou de balancer les actions qu'ils n'ont pas commandé, ils font toujours la même chose : racketter les actes posés par des individus pour se donner une image convenable. Beurk !

C'est la crise. Ça commence à puer la misère et la seule proposition de défense consiste à jouer le spectacle syndical, pour que les ventripotents (ceux qui décident le ventre plein pour ceux qui ont le ventre à moitié vide) se retrouvent en toute légitimité autour de la table des négociés.

Il n'y a pas meilleur moyen de nier les conflits qu'en nous beurrant les lunettes : dans leur langage nous sommes des « citoyens concertés » plutôt que des « galériens avec ou sans job »

Bien sûr, dans un jeu il y a des gagnants et des perdants.

Sans grand étonnement, dans ces négociations, les rôles restent figés.

Alors, il serait de bon ton de changer de stratégie... : de passer de la défense à l'attaque, de ne plus suivre les règles de leur jeu et de faire les choses par nous-même et pour nous-même. Sans délégation.

Sans syndicalistes et politiciens pour nous faire marcher droit vers le turbin !

* Rappelez vous la grève générale du 30 janvier 2012 qui devait s'inscrire dans les mémoires. «Devait» hein, parce qu'il s'est pas passé grand chose.

MAXI-RÉBELLION Vs MAXI-PRISON



13 nouvelles prisons sont en construction en Belgique, dont une à Haren, aux portes de Bruxelles. Une maxi-prison pour enfermer 1200 personnes, hommes, femmes, mineurs, avec autant d'ailes nécessaires pour séparer les longues des courtes peines, pour isoler les plus récalcitrants, pour confiner les détenus psychiatisés, etc... Il est également prévu un tribunal pour permettre les jugements au sein même de la forteresse et ainsi éviter les transferts. Tout est pensé pour empêcher les révoltes et leur contagion, rendre impossible toute évasion.

Dans un contexte sécuritaire et répressif, cette prison, parmi les autres, est un outil de taille dont se dote l'Etat pour évincer de la société tous ceux qui n'accepteraient pas les règles qui nous sont imposées. Elle agit aussi en distillant la peur des barreaux pour nous forcer à l'intégration et à la résignation.

La prison comme une promesse pour tout-e-s celles et ceux qui ne marchent pas droit...

Parce que la prison est un mode de gestion, même au-delà des murs

Parce que nous ne voulons pas nous laisser dicter nos vies par la terreur

Parce que nous ne tairons pas nos révoltes à coup de menaces

Toutes les prisons sont à détruire pas à construire!

Contre cette nouvelle prison et son monde, on peut déjà apercevoir en divers endroits de la ville des affiches et des tags. A Saint-Gilles, un rassemblement a eu lieu pour discuter des taules. De régulières distributions de tracts font exister la question. Des parloirs sauvages et d'autres moyens sont mis en oeuvre pour rester en contact avec les personnes de l'autre côté des murs, un petit film intitulé "maxi-rébellion Vs maxi-prison" commence à tourner.

Empêchons les murs de s'ériger et bloquons les rouages de la machine carcérale.

Pour en savoir plus sur la lutte menée contre la construction de la maxi-prison : cavale.noblogs.org

LE CRÉTIN DU MOIS

Il y en a de toutes les sortes, il y en a à toutes les saisons. Ils s'adaptent à tous les climats.

Mais soyez-en sûr, ils jouent inévitablement sur le plan « gros lourd ».

Celui qu'on présente ce mois-ci n'a pas froid aux yeux; mais il se glaglatte place Flagey en attendant un poisson à pêcher.

Le poisson qui, téméraire, affronte les -7°C et le verglas par une heure tardive un samedi soir, n'a généralement pas envie d'entendre les conneries enjoleuses du premier imbécile... (et pas seulement à cause du froid!).

C'est comme ça que moi, petit poisson sortant de la marée du bus 71 place Flagey, je croise ce crétin. Par ce froid de connard... (euh de canard), en essayant de patiner sur la dalle en béton de la place je tombe nez à nez sur l'hameçon du monsieur. Je sens direct que le gars « tu sais j'en ai dans le pentalong » va me brancher.

Il entame son approche par un refrain souvent utilisé par ses compères: le paternalisme dragueur. « Alors ma jolie faut pas sortir toute seule quand il fait si froid ».

La première question à se poser face à ce genre de pollution auditive est : est-ce que je vais perdre de l'énergie à lui répondre ? Du coup moi je ne moufte pas: je continue à me concentrer sur mon patinage nocturne. Mais voilà... ça devait faire un petit temps qu'il se gelait et il avait bien l'intention de ne pas laisser échapper sa prise.

Il commence à me suivre en sussurant « Je te ramène à la maison dans mes bras chauds ». Bon quand l'abruti ne se décourage pas de lui-même face aux regards méprisants déjà assésés se pose la deuxième question : Comment avoir l'air assez désagréable pour que ce couillon te lâche la grappe ; sachant qu'avec ce verglas courrir serait le meilleur moyen de se vautrer et que ce soir personne ne t'attend quelque part... Il va falloir répondre à cet idiot qui croit à sa vieille technique de drague pourrie. Il faudra répondre vite et fort pour éviter toute discussion pénible... C'est pas ce que j'avais envie de subir ce soir.

Pendant ce temps, le gars me colle toujours aux arêtes et continue à me faire la liste de tout ce qu'il va faire pour me donner chaud.

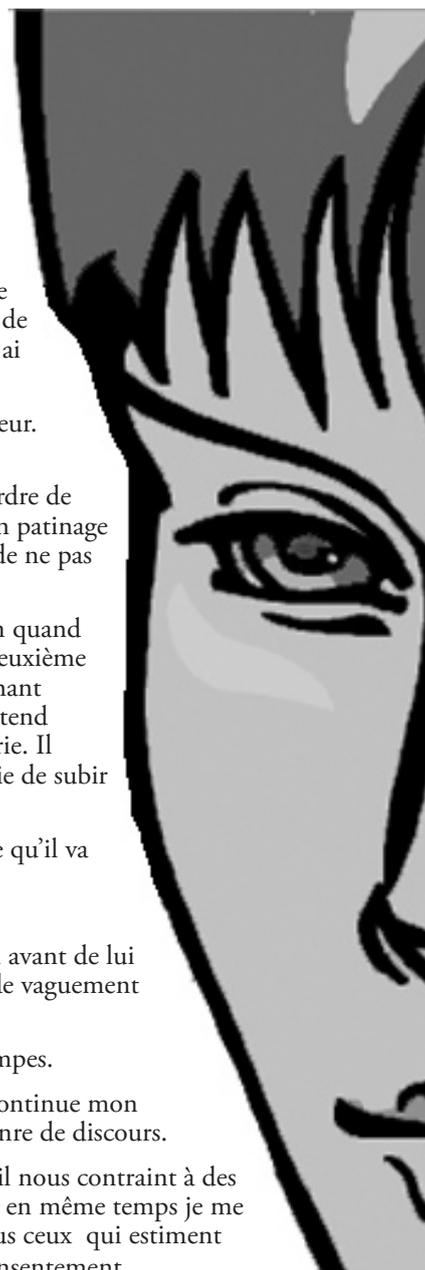
Ça devient glauque.

Alors voilà je m'arrête net. Je me retourne. J'ai juste le temps de voir son sourire de champion avant de lui hurler un « DEGAGE !!! » énorme. Face à mon refus catégorique et agressif, il ralentit et décide vaguement de m'insulter. « Sale pute ! je vais te casser la gueule ! »

Mais je sais que j'ai gagné la partie : il ne me suit plus. Je n'ai plus de connard collé à mes pompes.

Pendant qu'il retourne à son poste de garde, pour faire un petit point sur ses frustrations, je continue mon chemin. Je croise les doigts pour ne pas en rencontrer un deuxième et me repayer le même genre de discours.

Dans ma tête, je lui cherche de vraies excuses. Je sais qu'il y en a plein. Ce monde est pourri, il nous contraint à des relations moribondes. Ce gars aimerait flatter son existence sociale en ayant une copine. Mais en même temps je me prends à rêver de fracasser les crânes de tous ceux qui nous prennent pour de la viande, de tous ceux qui estiment que nous sommes disponibles à écouter leurs conneries, de ceux qui nient toute notion de consentement.



ÇA RAFLE À LA STIB

Pour la 65ème fois consécutive, le 28 Février, les services de la STIB, des TEC, De Lijn et de la SNCB ont collaboré avec la police pour une grosse opération de contrôle avec chiens et détecteurs de métaux... En parallèle aux contrôles et arrestations quotidiens, des journées de rafles comme celle-ci sont régulièrement organisées.

Ils étaient donc 253 (160 flics et 93 agents de sécurité des transports) à ratisser 6 endroits du réseau. En 8 heures, ce sont 17.000 personnes qui ont été contrôlées et un millier d'entre elles qui se sont faites choper sans ticket. Et, histoire de faire d'une pierre-deux coups, c'est aussi l'occasion de tendre un filet pour attraper quelques sans-papiers. En prévision, une permanence supplémentaire avait même été mise en place à l'Office des étrangers! 16 personnes sans-papiers y ont ainsi été envoyées.

Comme le disait la déclaration officielle, "l'action était dirigée vers les nuisances en général."...

Rien de particulièrement exceptionnel cependant. C'est chaque jour que les contrôleurs envoient des sans-papiers vers les centres fermés quand ils n'ont pas de ticket. C'est chaque jour que la collaboration avec la police est mise en pratique. Ainsi, chaque mois, deux réunions de coordination sont organisées entre la police et les réseaux de transports : "afin d'échanger des informations, de stimuler la collaboration intégrée et d'échanger les bonnes pratiques." (!!!)

NECROLOGIE : ÉPIDÉMIE PUBLICITAIRE

Mais qu'est-ce qui peut bien motiver des personnes à supprimer ces belles publicités de nos rues? Ça reste un mystère...

En tout cas, il y a plusieurs mois déjà, le patron de JC Decaux (entreprise à qui appartient la quasi totalité des panneaux publicitaires dans les rues de Bruxelles, mais qui gère aussi les "Villo" par exemple) se plaignait à la télévision que ses panneaux soient cassés par centaines. Remplacer une vitre lui coûtant 300€, il annonçait des pertes de plus de 30 000 euros certains jours (une centaine de panneaux).

Ce phénomène étant en augmentation, la propagande télévisuelle avait pour but de stopper la diffusion de cette pratique à l'aide de quelques menaces...

Apparemment, il n'en est rien puisque c'est cette fois Clear Channel (le concurrent de JC Decaux) qui vient de se plaindre. Lui qui annonçait en janvier 2012 avoir dû changer 58 vitres en 3 mois, il informe cette fois en avoir comptabilisé 600 lors des seuls 6 derniers mois.

Pour information, Clear Channel n'est quasiment présent qu'à Uccle... On n'a donc pas de chiffres pour les autres communes.

Vous avez dit collabos? Si peu...

Et la STIB de se féliciter de ses résultats du début de l'année 2012. En 7 mois il y a déjà eu autant d'arrestations sur le réseau que pendant l'année entière de 2011. 761 sans papiers en 7 mois, ça fait plus d'une centaine par mois.

Mais c'est loin d'être fini, puisque les policiers engagés suite à la grève des agents de la STIB -pour plus de sécurité, l'année dernière- finissent leur formation et vont progressivement débarquer sur le réseau au cours des prochains mois.

Et, puisque la collaboration police/transports marche tellement bien à Bruxelles, le but est maintenant d'exporter le concept aux autres grandes villes du pays dans les mois qui viennent.

Dire qu'après, ils s'étonnent encore que certains de leurs uniformes soient victimes d'agressions ou que les installations des portiques soient dégradées*?

*En août dernier, les conclusions de l'enquête annuelle sur la propreté, la sécurité et l'accessibilité des stations bruxelloises étaient rendues publiques. Verdict: la moitié des portiques dans les stations de métro de la STIB sont hors service. Bien souvent pour cause de vandalisme. Quel dommage!



Vous avez aimé ce journal ?
Vous pouvez y contribuer en envoyant infos,
réflexions, anecdotes, coups de gueule,
illustrations... pour le nourrir.

sansdessusdessous@riseup.net



Dans le prochain numéro, le dossier
traitera des Sanctions Administratives
Communales (les SAC). Si vous avez quelque
chose à en dire, faites-le nous savoir !

sansdessusdessous.noblogs.org